

**Arrêté préfectoral complémentaire  
Société SIBELCO FRANCE  
Commune de Crépy-en-Valois**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2022 autorisant la société SIBELCO FRANCE à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables siliceux hors d'eau, à ciel ouvert, sur le territoire de la commune de Crépy-en-Valois ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploitation des installations présentée le 20 septembre 2024 par la société SIBELCO FRANCE en vue de modifier ses installations sur le territoire de la commune de Crépy-en-Valois ;

Vu l'avis favorable du bureau faune, flore et forêt de la DDT de l'Oise formulé par mail du 9 décembre 2024 ;

Vu le rapport et les propositions du 28 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 3 février 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet par courriel du 14 février 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. La demande de modification présentée par la société SIBELCO FRANCE consiste à :
  - modifier une mesure de réduction face aux impacts sur la faune, la flore et les habitats naturels ;
  - mettre en place une mesure de déplacement d'un arbre remarquable ;
2. Les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

3. Le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
4. Il convient de prendre en compte les modifications sollicitées et de modifier les prescriptions applicables au site ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SIBELCO FRANCE, dont le siège social est situé 2 rue de Foljuif à Saint-Pierre-les-Nemours (77140), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite au lieu dit « La Pierre aux Corbeaux » sur le territoire de la commune de Crépy-en-Valois.

### **Article 2 :**

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2022	Article 6.2.10	Modifié et remplacé par l'article 3 du présent arrêté

### **Article 3 : Mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi face aux impacts sur la faune, la flore et les habitats naturels**

#### **Mesure d'évitement :**

- Mesure E1 : Le corridor boisé interne à la carrière est conservé.

#### **Mesure d'accompagnement :**

- Mesure A1 : Gestion de la pelouse sableuse en place au Nord de la carrière.

#### **Mesures de réduction :**

- Mesure R1 : Création d'une pelouse / ourlet calcaire d'une surface de 600 m<sup>2</sup>. Réalisation d'une fauche régulière et de mesures de gestion selon les résultats du suivi mentionné en S1 ;
- Mesure R2 : Réaménagement du site en faveur des espèces à enjeu avec :
  - le régalage des terres végétales de la zone boisée et prairiales immédiatement après la destruction de ces zones,
  - l'aménagement d'une zone ouverte (pelouse sableuse ou sur marne) de 2 ha ;
- Mesure R3 : Mise en place de mesures pour traiter les espèces exotiques envahissantes ;

- Mesures R4 et R5 : Adaptation des périodes d'enlèvement des arbres et de décapage. Ces travaux doivent être réalisés entre août et février ;
- Mesure R6 : Préservation des fronts à Hirondelle de rivage lors de l'exploitation ;
- Mesure R7 : Maintien d'un corridor boisé entre le bois du Roi et la forêt de Retz avec :
  - préservation du corridor existant (voir Mesure E1) ;
  - non entretien de la bande des 10 m située au Sud du site pour favoriser la constitution d'un nouveau corridor ;
  - plantation d'une haie arbustive dense sur les bords de route de la partie Ouest de la carrière et sur les hauts et bas des pelouses marneuses et sableuses à aménager (plantations réalisées sur 4 rangées en quinconce) ;
- Mesure R8 : Coupe spécifique de l'arbre remarquable favorable aux coléoptères en dehors de la période du 1<sup>er</sup> juin au 31 août et positionnement des tronçons en lisière de boisement .

Les mesures liées à la biodiversité sont réalisées conformément au plan joint en annexe 1 du présent arrêté.

#### **Mesures de suivi :**

- Mesure S1 : Suivis botaniques et phytosociologiques en lien avec la création de la pelouse calcaire : actualisation de la cartographie et réalisation d'une note de synthèse tous les 3 ans ;
- Mesure S2 : Suivis des espèces végétales exotiques envahissantes avérées sur l'ensemble du périmètre d'autorisation pendant l'ensemble des phases d'exploitation et de réaménagement final. Une note de synthèse comprenant une actualisation de la cartographie de la localisation des espèces concernées, le bilan et les orientations de gestion est rédigée tous les 3 ans ;
- Mesure S3 : Suivis de la faune au sein du périmètre d'autorisation. Ce suivi est réalisé tous les 3 ans durant toute la durée de l'exploitation. Un compte-rendu est produit à l'issue de chaque passage sur le terrain.

#### **Article 4 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et au préfet de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

#### **Article 5 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Crépy-en-Valois pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Crépy-en-Valois fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Crépy-en-Valois, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **19 FEV. 2025**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

  
Frédéric BOVET

Destinataires :

Société SIBELCO FRANCE

Le sous-préfet de Senlis

Le maire de la commune de Crépy-en-Valois

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

## **Annexe 1 : Localisation des mesures liées à la biodiversité**





